

Pallab Chakma,  
Bablu Chakma

### Évènements en 2020

#### **Expulsion d'autochtones Mro par un hôtel de luxe**

Les autochtones Mro de la chaîne de montagne du Chimbuk dans le district de Bandarban dans les Chittagong Hill Tracts (CHT) sont menacés d'expulsion de leurs terres ancestrales en raison de la construction d'un hôtel de luxe cinq étoiles. Les villageois Mro perdront leurs terres agricoles, leurs forêts villageoises et leurs terrains de crémation à cause de cet hôtel de luxe en construction.

Selon certaines informations, l'*Army Welfare Trust* (société commerciale de l'armée du Bangladesh) et le géant des affaires *Sikder Group R&R Holdings Ltd* <sup>5</sup> ont envahi conjointement les terres ancestrales des Mro. Ces groupes influents ont rendu public cette joint-venture le 12 septembre 2020. L'hôtel et les installations de loisirs modernes qui l'accompagnent, y compris une douzaine de villas de luxe, des téléphériques et une piscine, auront un impact négatif sur environ 800 à 1000 hectares de terres appartenant aux peuples autochtones. Certaines familles Mro ont déjà été expulsées, tandis que d'autres risquent de perdre leurs terres. Les villages touchés sont Kapru Para, Dola Para, Era Para, Markin Para, Long Baitong Para, Mensing Para, Riamanai Para et Menring Para.

Les membres des communautés autochtones de ces villages n'ont plus accès aux terres qui sont leur principale source de revenus en raison des menaces et des intimidations périodiques des responsables de l'entreprise et du personnel militaire qui gardent les lieux. En pleine crise du COVID, en collaboration avec différents groupes de défense nationaux et internationaux, les villageois Mro ont organisés des rassemblements et signés des pétitions s'adressant aux décideurs politiques, y compris à la Première ministre Sheikh Hasina. Cependant, aucune réponse positive n'a encore été apportée par les autorités pour régler la question. En conséquence, les communautés Mro touchées vivent actuellement dans une grande incertitude. Notons que ce projet d'hôtel cinq étoiles fait partie de ces entreprises militaro-commerciales en plein essor dans la région qui manifestent peu de considération pour les habitants comme pour la nature. Les CHT sont la «*dernière frontière*» du pays avec des forêts de mousson, des terrains vallonnés et une riche biodiversité ; les modes de vie des peuples autochtones locaux y sont ancrés dans ces milieux. Si un tel pillage de leurs ressources naturelles et culturelles se poursuit, il ne faudra pas longtemps avant que des catastrophes écologiques et humanitaires se produisent dans cette région.

#### **La violence contre les femmes et les filles autochtones reste un sujet de préoccupation**

La violence contre les femmes et les filles autochtones continue d'être un sujet de préoccupation dans les plaines et dans la région des CHT.

*Kapaeeng Foundation*, organisation de défense des droits de l'homme, a signalé au moins 54 cas de violence contre les femmes et les filles autochtones en 2020. 35 de ces cas ont

été signalés dans les plaines et les autres auraient eu lieu dans les CHT. Au moins sept femmes ou filles ont été agressées sexuellement ou physiquement au cours des 54 incidents susmentionnés. Parmi les cas signalés, au moins 18 femmes et filles ont été violées, quatre ont été assassinées ou violées puis assassinées et 14 ont subi des tentatives de viol. Le recours à la justice reste illusoire pour les victimes malgré l'existence de mesures législatives (comme la loi sur la prévention de la violence faite aux femmes et aux enfants) et de mesures institutionnelles (tels que le *One Stop Crisis Centers* et le *One Stop Crisis Cells*) pour prévenir la violence contre les femmes et les enfants, et ce, malgré les promesses répétées de l'État devant les forums internationaux.

### **La persécution par les forces de l'État se poursuit dans les CHT**

Même au milieu de la crise du COVID-19, la violence de l'État et les politiques visant à terroriser les communautés autochtones des CHT), se sont poursuivies et en particulier contre les défenseurs des droits humains des peuples autochtones (*Indigenous Peoples' human rights defenders /IPHRD*). Des centaines d'IPHRD sont restés en fuite de peur d'être arrêtés ou passés par les armes. L'organisation politique autochtone *Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti* (PCJSS) a signalé 139 cas de violations des droits de l'homme (tant vis-à-vis de défenseurs autochtones des droits humains que de personnes ordinaires). Celles-ci sont perpétrées par les forces de l'État : l'armée bangladaise, les garde-frontières bangladais et la police bangladaise. Le rapport annuel du PCJSS sur les droits de l'homme a détaillé des incidents impliquant trois exécutions extrajudiciaires, 50 détentions arbitraires, 49 détentions temporaires et 54 agressions physiques dans les CHT. Ces affaires ont été perpétrées sans aucun égard pour le système judiciaire du pays ou pour les droits de l'homme. Des sources locales ont déclaré que les victimes de telle persécution étatique n'avaient pratiquement aucune chance de se défendre contre ces complots «pré-planifiés».

### **Le COVID a entravé l'éducation des étudiants autochtones**

Un grand nombre d'étudiants autochtones ont été dans l'impossibilité de suivre des cours en ligne ou télévisés pendant la pandémie du COVID-19. Bien que ce scénario soit courant dans tout le pays en raison de l'extrême inégalité des ressources et des revenus, il a été constaté que l'éducation des étudiants autochtones a été affectée de manière disproportionnée. De nombreux étudiants autochtones disposant de faibles ressources économiques, en particulier ceux qui vivent en milieu rural et en difficulté pour se connecter, n'ont pas pu participer aux cours virtuels donnés en raison de la pandémie.

Un débat en ligne intitulée «*Impact du COVID-19 sur l'éducation au Bangladesh*» le 20 juin 2020 a révélé que 75% des élèves autochtones scolarisés n'étaient pas en mesure de participer à des cours diffusés via la télévision parlementaire BTV. Citant une enquête de l'ONG BRAC (*Bangladesh Rural Advancement Committee*), les participants à ce débat ont indiqué que la moyenne nationale n'était que de 56% à cet égard. Le rapport a en outre montré que les étudiants ont été privés de leur capacité à participer aux cours télévisés en raison d'un manque d'électricité, de télévision et de câbles. Au milieu de toutes ces difficultés, certains jeunes étudiants autochtones ont commencé à enseigner aux élèves de leurs villages qui étaient à la maison sans être scolarisés. Par exemple, dans un petit village d'Ajachara dans le district de Rangamati, un programme éducatif intitulé *Pohr Sidok* (que la lumière brille) a été lancé pendant la pandémie de COVID-19 par un groupe de jeunes Chakma. Ils enseignaient aux élèves scolarisés dans leur village en dispensant une éducation sous forme de cours de culture et de psychosociologie ainsi que par le

biais d'un enseignement régulier basé sur les manuels. L'initiative de ces jeunes autochtones du village d'Ajachara a été très appréciée de tous et a également incité d'autres jeunes à faire de même dans les villages voisins.

### **Confinement et coutumes traditionnelles autochtones**

Pendant la pandémie, les différents groupes autochtones ont appliqué le confinement de différentes manières en conformité avec leur tradition. Le concept de confinement n'est pas inédit pour les communautés autochtones. Ainsi, les autochtones Khasi de la région de Sylhet, pour se protéger de l'infection, ont observé le «*Bonchnong*» traditionnel (isolement) et maintenu des protocoles d'hygiène stricts dans 90 *punjis* (villages). De même, dans les CHT, les Chakmas ont observé leur coutume traditionnelle du «*Adam-bon*», le peuple Tripura du «*Para Khernai*» et la communauté Mro du «*Bon-kuya*» pour faire face à la pandémie. La plupart des communautés autochtones des CHT ont maintenu le confinement en utilisant ces pratiques traditionnelles.

### **L'épidémie de rougeole affecte les enfants autochtones : 10 décès et 300 enfants infectés**

En mars, une soudaine épidémie de rougeole dans l'*upazila* de Sajek (district de Rangamati) et dans l'*upazila* de Lama du (district de Bandarban) est devenue un sujet de grave préoccupation pour les communautés autochtones touchées, dépassant même les angoisses causées par le COVID-19. Cette soudaine épidémie de rougeole a coûté la vie à 10 enfants autochtones dans les CHT. 300 autres au moins ont été touchés. La Fondation Kapaeeng et d'autres sources ont rapporté que quelque 250 personnes ont été touchées dans six villages de l'*upazila* de Sajek au cours de cette épidémie, le village d'Arunpara étant le plus touché. Ce sont les enfants qui ont été le plus infectés et sept ont perdu la vie quelques semaines après avoir contracté la maladie à Arunpara. Les habitants ont déclaré que les enfants infectés n'avaient eu accès à aucun traitement médical pendant plusieurs semaines. Alors que la nouvelle du décès d'enfants se propageait dans les médias, les équipes du Département de la santé et de la planification familiale de l'*upazila*, du Département du PEV et du Conseil du district de Sajek se sont précipitées dans les villages affectés. Ces équipes ont vacciné près de 300 enfants et leur ont fourni les vitamines et autres nutriments nécessaires. À peu près au même moment, 42 Mros ont été infectés par la rougeole dans le village de Layapara à Lama. 33 d'entre eux étaient des enfants, tandis qu'un bébé Mro de quatre mois a perdu la vie au cours de cette épidémie. Les enfants infectés ont ensuite été transportés par camion au dispensaire de soins de l'*upazila* de Lama pour y être traités. Il est à noter qu'il n'y a pas d'établissements de santé, de dispensaires ou de cliniques à proximité de ces villages. Les agents de santé effectuent rarement des visites. En conséquence, les peuples autochtones et leurs enfants sont restés sous-alimentés et sans accès aux services de santé pendant des années.

### **Examen Périodique Universel du Bangladesh**

L'Examen Périodique Universel (EPU) est un processus par lequel les pays montrent leurs progrès dans la réalisation des Objectifs mondiaux de Développement Durable (ODD) et, en outre, se laissent évaluer par d'autres pays. En 2020, 46 pays, dont le Bangladesh, ont été examinés lors du Forum politique de haut niveau, sous les auspices

du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Le gouvernement bangladais avait intitulé cet EPU 2020 :

*«Action accélérée et voies de transformation : concrétiser la décennie d'action et de mise en œuvre pour le développement durable».*

C'est la deuxième fois que le Bangladesh se porte volontaire pour cet examen, la première présentation remonte à 2017. En raison de la crise sanitaire sans précédent du COVID-19, comme tous les autres pays examinés, le Bangladesh a soumis virtuellement son rapport EPU 2020, le 13 juillet 2020. Le rapport a été présenté par le ministre de la Planification du Bangladesh, M. MA Mannan MP. Dans sa présentation, le ministre a décrit comment le Bangladesh s'approche de son objectif pour atteindre les ODD en dépit des nombreux défis. Il a souligné les réalisations du gouvernement bangladais en matière de réduction de la pauvreté, de parité entre les sexes d'accès aux écoles primaires et secondaires ; en matière de réduction du taux de mortalité des moins de 5 ans, d'accès à l'électricité ; enfin dans la mise en place de couverture sociale.

Il a indiqué que le gouvernement bangladais avait pris des initiatives, créé un environnement propice à la mise en œuvre des ODD en générant un sentiment d'appropriation de ceux-ci, en les insérant dans le cadre des plans nationaux qui intègrent les trois dimensions du développement durable, et en *«ne laissant personne derrière»*, etc. Le ministre a également expliqué comment le gouvernement gère les défis du COVID-19 dans les processus de mise en œuvre des ODD. Cependant, bien qu'il s'agisse de l'un des groupes les plus vulnérables de la société, le rapport de l'EPU ne fait aucune mention du point de vue des peuples autochtones. Les peuples autochtones et leurs organisations représentatives n'ont même pas participé au processus de formulation du rapport à la base de l'EPU. Les problèmes des peuples autochtones sont donc restés invisibles dans le rapport, tout comme ils le sont dans l'ensemble des processus de mise en œuvre des ODD dans le pays, même cinq ans après l'adoption des ODD.

### **8<sup>ème</sup> plan quinquennal**

Le gouvernement du Bangladesh a lancé son 8<sup>ème</sup> plan quinquennal pour la période de 2021 - 2025 sur le thème *«Promouvoir la prospérité et favoriser l'inclusion»*. Cette fois, contrairement aux plans quinquennaux du gouvernement précédent, une série de promesses ont été incluses pour le développement des minorités autochtones du pays. Le plan observe à juste titre la situation de vulnérabilité des autochtones (que le gouvernement appelle *«minorités ethniques»*) en déclarant que :

*« les communautés ethniques du Bangladesh sont davantage privées de leurs droits économiques, sociaux, culturels et politiques, en raison principalement de leur statut ethnique. Les identités ethniques créent des barrières à l'inclusion des minorités ethniques dans des réseaux sociaux plus larges... le résultat est que les personnes des minorités ethniques sont socialement isolées, et ont un accès limité aux sphères économiques et politiques dominantes.*

Cet important plan gouvernemental révèle également

*« qu'une interaction complexe d'inégalités ethniques, de discrimination persistante, de manque d'éducation, d'accès limité à la terre et de manque*

*d'emplois a entraîné une augmentation de la pauvreté parmi ces groupes. L'un des problèmes majeurs pour toutes les communautés minoritaires est l'accaparement des terres par des personnes influentes de la population majoritaire. Les politiques visant à protéger les terres des peuples ethniques n'ont pas été adaptées ».*

Compte tenu de cette situation désastreuse pour les peuples autochtones, le gouvernement a proposé des plans et des engagements stratégiques pour leurs droits humains fondamentaux et leur sécurité, tout en préservant leur identité sociale, culturelle et leurs traditions.

Le plan garantit également le respect des droits des peuples autochtones dans l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la nourriture, à l'emploi dans le pays comme à l'étranger, ainsi que la protection de leurs droits à la terre comme aux ressources. Le plan mentionne également qu'un plan prospectif pour le développement des CHT sera formulé dans le cadre d'un processus de consultation avec les principales parties prenantes.

Le 8<sup>ème</sup> plan quinquennal réitère l'engagement du gouvernement à envisager, entre autres, de mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies des droits des Peuples autochtones de 2007 et de ratifier la Convention 169 de l'OIT.

Dans l'ensemble, le plan aborde les dures réalités des peuples autochtones et comporte quelques promesses concrètes d'action positive pour y remédier. Il ouvre ainsi de nombreuses possibilités de dialogue constructif, de coopération et de partenariat entre le gouvernement et les organisations des peuples autochtones tout comme les institutions coutumières sur les questions qui les concernent.

## Notes and references

1. Bangladesh Bureau of Statistics. "Population and housing census 2011." p. 3. Government of the Peoples Republic of Bangladesh, 2011.
2. Barkat, Abul. "Political Economy of Unpeopling of Indigenous Peoples: The Case of Bangladesh." Paper presented at the 19th biennial conference, Bangladesh Economic Association, Dhaka, 8-10 January 2015.
3. Halim, Sadeka. "Land loss and implications on the plain land adivasis." In "Songhati", edited by Sanjeeb Drong, p. 72. Bangladesh Indigenous Peoples Forum, 2015.
4. Article 23A stipulates: "The State shall take steps to protect and develop the unique local culture and tradition of the tribes, minor races, ethnic sects and communities."
5. AIPP. "Protect the Indigenous Mro People from Forced Eviction." Accessed on 8 February 2021. <https://aippnet.org/protect-the-Indigenous-mro-people-from-forced-eviction/>
6. Kapaeeng Foundation. "Human Rights Report 2020 on Indigenous Peoples in Bangladesh." 2021.
7. Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti (PCJSS). "Annual Report on Human Rights Situation in CHT in 2020." Accessed on 8 February 2021. <https://www.pcjss.org/annual-report-on-human-rights-situation-in-cht-in-2020/>
8. Ibid
9. Kapaeeng Foundation: "A Rapid Assessment Report: The impact of COVID-19 on Indigenous and Tribal Peoples in Bangladesh." 2020.
10. Hill Voice. "139 human rights violations by the army, BGB and police in 2020 - PCJSS Annual Report." 5 January 2021. Accessed on 8 February 2021. <https://hillvoice.net/139-human-rights-violations-by-the-army-bgb-and-police-in-2020-pcjss-annual-report/>
11. Saha, Perth Shankar. "করোনায়,পাহারাে 'পহে ছরিরেক'." Prothomalo, 9 August 2020. Accessed on 8 February 2021. <https://www.prothomalo.com/bangladesh/district/>

12. Deshwara, Mintu. "How 90 indigenous villages in Sylhet region keep coronavirus at bay." The Daily Star, 9 August 2020. Accessed on 8 February 2021. <https://www.thedailystar.net/frontpage/news/examples-worth-following-1942001>
13. Kapaeng Foundation. "A Rapid Assessment Report: The impact of COVID-19 on Indigenous and Tribal Peoples in Bangladesh." 2020.
14. Star Online Report. "Measles outbreak in CHT: One more child dies in Rangamati." The Daily Star, 1 April 2020. Accessed on 8 February 2021. <https://www.thedailystar.net/measles-outbreak-in-chattogram-one-more-child-dies-in-rangamati-1888543>
15. Kapaeng Foundation. "Sudden Outbreak of Measles in Sajek and Lama: 8 Dead & 300 Infected." 24 March 2020. Accessed on 8 February 2021. <https://www.kapaengnet.org/sudden-outbreak-of-measles-in-sajek-and-lama-8-dead-300-infected/>; Hill Voice. "Sudden measles outbreak in Sajek & Lama, 300 infected, 7 children died." 22 March 2020. Accessed on 8 February 2021. <https://hillvoice.net/sudden-measles-outbreak-in-sajek-lama-300-infected-7-children-died/>; Star Online Report. "Measles outbreak in CHT: One more child dies in Rangamati." The Daily Star, 1 April 2020. Accessed on 8 February 2021. <https://www.thedailystar.net/measles-outbreak-in-chattogram-one-more-child-dies-in-rangamati-1888543>; Chakma, Himel. "Facts behind the measles outbreak in Sajek." The Daily Star, 7 April 2020. Accessed on 8 February 2020. <https://tbsnews.net/bangladesh/health/facts-behind-measles-outbreak-sajek-66304>; Rangamati Correspondent, "Five children die from measles, around 100 others infected in remote Rangamati villages." bdnews24.com, 20 March 2020. Accessed on 8 February 2021. <https://bdnews24.com/health/2020/03/20/five-children-die-from-measles-around-100-others-infected-in-remote-rangamati-villages>
16. General Economics Division. Bangladesh Planning Commission. Ministry of Planning. Government of the People's Republic of Bangladesh. "Bangladesh Voluntary National Reviews (VNR) 2020." 2020. Accessed on 8 February 2021. <https://pea4sdgs.org/knowledge/pea-publications/bangladesh-2020-voluntary-national-review-and-sdgs-monitoring-and-evaluation-framework>
17. Dhaka Tribune. "Bangladesh Voluntary National Reviews held along with side event on accelerating post Covid-19 recovery." 15 July 2020. Accessed on 8 February 2021. <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/2020/07/15/bangladesh-voluntary-national-reviews-held-along-with-side-event-on-accelerating-post-covid-19-recovery>
18. Bangladesh Planning Commission. Ministry of Planning. Government of the People's Republic of Bangladesh. "8th Five Year Plan FY2021 - FY2025: Promoting Prosperity and Fostering Inclusiveness." 2020.
19. Ibid
20. Ibid

**Pallab Chakma**, Executive Director, Kapaeng Foundation.

Email: [pallab.juju@gmail.com](mailto:pallab.juju@gmail.com)

**Bablu Chakma**, is a human rights defender and a life-long student of the Indigenous life struggle.

Email: [bablu.du2004@yahoo.com](mailto:bablu.du2004@yahoo.com)

Source : IWGIA The Indigenous World 2021

Traduction par **Nicolas Paul**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie